

COMMUNIQUÉ DE MADAME LE MAIRE 28 mai 2024

La France doit reconnaître l'État de Palestine !

Ce mardi 28 mai, l'Irlande, l'Espagne et la Norvège reconnaissent officiellement l'État de Palestine, avec Jérusalem-Est comme capitale. À quand la France ?

Depuis 76 ans, les droits fondamentaux des Palestiniens sont piétinés. Les accords d'Oslo, jusqu'alors non appliqués, ont laissé, en toute impunité, les gouvernements israéliens coloniser, annexer, terroriser et institutionnaliser un régime d'apartheid et à géométrie variable à tous les Palestiniens.

Pire encore, depuis l'attaque terroriste du 7 octobre, une vengeance aveugle s'abat sur Gaza, mais aussi en Cisjordanie, faisant au moins 40 000 morts, dont 15 000 enfants, et des centaines de milliers de déplacés.

Là encore, malgré les injonctions de la Cour Internationale de Justice (CIJ), le gouvernement israélien poursuit sa course génocidaire, sans être inquiété.

Le gouvernement ose tout, jusqu'à bombarder la ville de Rafah, où des millions de Gazaouis se sont réfugiés, sous ordre du gouvernement israélien, pourtant déclarée comme zone humanitaire par ce même gouvernement.

Netanyahou et son gouvernement, contre lesquels des mandats d'arrêts internationaux ont été requis par la CIJ, persistent dans une escalade meurtrière destinée à effacer un peuple.

L'histoire se répète.

Face à cela, les voix de la communauté internationale doivent se faire entendre et s'imposer pour un cessez-le-feu immédiat et l'application du droit international.

Notre devoir d'humanité et notre attachement au droit international et à la paix nous obligent. Nous ne devons, nous ne pouvons pas rester silencieux et les yeux fermés.

À travers le monde, des centaines de milliers de manifestants prônent le cessez-le-feu et incarnent la voix du droit international, de la paix, des droits du peuple palestinien et de la légitimité d'un État libre et indépendant.

Serons-nous au rendez-vous de cette histoire ?

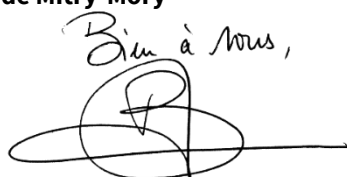
Alors que la CIJ et l'ONU sont unanimes, des pays comme l'Irlande, l'Espagne et la Norvège ouvrent la voix. La France, avec son histoire singulière, pays des droits de l'Homme, doit prendre ce chemin et s'engager, elle aussi, sur la voie de la reconnaissance.

L'Union Européenne doit cesser ses relations commerciales privilégiées, et cesser d'approvisionner une économie de guerre qui tue chaque jour des enfants, des femmes, des individus qui ne demandent qu'à vivre librement, comme tant d'autres, tant que le cessez-le-feu et l'entrée de l'aide humanitaire ne seront pas établis, tant que les otages et les prisonniers politiques palestiniens ne seront pas libérés. Tant que personne n'aura retrouvé les siens.

L'Histoire nous jugera. Soyons les acteurs d'un tournant historique. Soyons les acteurs de la paix, montrons la voie à nos gouvernements pour, qu'enfin, la communauté internationale joue son rôle de bon sens et que le droit international s'applique et prenne sa place au-dessus des lois économiques et des intérêts personnels.

Charlotte Blandiot-Faride
Maire de Mitry-Mory

Mitry-Mory, le 28 mai 2024

Bien à vous,


LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

